



FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

FNIC CGT - 263, rue de Paris - Case 429 - 93514 MONTREUIL Cedex

Téléphone 01.84.21.33.00

<http://www.fnic-cgt.fr> - Courriel : contact@fnic-cgt.fr



Prise de parole de Serge Allègre, Secrétaire général, lors de la mobilisation à Bercy devant le ministère de l'Economie et des Finances, le 20 juin 2024.

Chers Camarades,

Tout d'abord, on peut une nouvelle fois dire que les syndicats de la FNIC-CGT savent prendre et honorer les décisions actées lors des réunions, d'AG ou de congrès.

Pour certains Camarades présents aujourd'hui, c'est un périple de plusieurs centaines de kilomètres qui rend toute sa noblesse au mouvement syndical et qui rappelle ce que c'est que d'être militant. Être militant à la CGT, c'est être au service des causes du salariat car la souffrance humaine par les guerres, la remise en cause des libertés, les reculs sociaux par la destruction des conquises et l'absence de nouveaux droits, l'injustice par la répression et la criminalisation du mouvement syndical, nous obligent plus que jamais à relever la tête. Nous sommes le dernier rempart de la forteresse qui répondra avec force aux coups du capital orchestrés par l'association de malfaiteurs que sont le gouvernement avant dissolution, l'imposture des droites et extrême droite issues des élections européennes et leurs alliés de toujours, le patronat.

Que pèse notre classe contre cette classe dirigeante quand nous sommes dispersés ? Comment penser renverser la vapeur quand notre classe ne s'organise pas ou trop peu pour faire entendre nos choix de Paix, de libertés et de droits sociaux.

Ces droits si chers à notre histoire sociale CGT qui, par notre présence à tous ce matin, confirme que nous ne nous résignerons pas, jamais, et que nous mènerons le combat. C'est bien d'un combat qu'il s'agit car comme nous l'a souvent répété notre grand Camarade Benoît Frachon « parlons de conquises car ils ne désarmeront pas ». Ce patronat qui sème la misère, la souffrance, la mort, ne désarmera jamais et aujourd'hui plus qu'hier il est dans la phase de nous reprendre tous les conquises de 1936, de 1945, de 1968. Aujourd'hui, nous avons la présence de nombreux syndicats de la FNIC mais aussi de plusieurs fédérations et de notre Secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet. Nous démontrons et nous lui lançons un message fort que la CGT, toute la CGT, ne laissera pas cette classe détruire le pays.

Il faudra compter avec la CGT, que cela plaise ou non et ça commencera par maintenir nos industries sur le territoire. Mettre fin aux mensonges de Macron et que dire de ceux des droites et extrême droite sur leur réindustrialisation. Mais, au fait, de quoi parlent-ils ? Qu'est-ce qu'ils entendent par réindustrialisation car des mots pour des mots, sans aucun fond derrière mais simplement pour faire beau dans le paysage

médiatique. De quel projet nous parlent-ils puisque si la FNIC CGT appelle à la grève dans les entreprises dépendant de nos secteurs professionnels et à ce rassemblement devant le ministère de l'industrie, de l'économie et des finances, c'est bien à cause de la destruction massive et sans fin de nos industries. Ils sont en train de détruire l'industrie sur le territoire et, pour votre information, ceux du gouvernement Macron, vous savez le fameux parti renaissance, qui occupe actuellement les ministères. Ces politiciens de Lescure et Lemaire n'ont jamais répondu à la demande de rendez-vous que la Fédération leur a adressée le 12 avril, contre la destruction de 700 emplois directs chez ExxonMobil, ce qui représente plus de 5000 emplois détruits avec les emplois induits. Ceux qui parlent de réindustrialisation à longueur de journée n'ont pas bougé le petit doigt quand ces barons du pétrole d'ExxonMobil qui ont engrangé 36 milliards d'euros de bénéfice et se refusent à mettre 200 millions d'euros d'investissements permettant ainsi de relancer l'activité du vapocraqueur. Arrêt d'activité qui, par effet domino, va se traduire par des impacts énormes sur d'autres emplois industriels dans la chimie, la plasturgie, le caoutchouc, le médicament etc...

Quand ces mêmes politiciens bonimenteurs osent parler d'environnement et du climat, avec les conséquences que nous connaissons sur le réchauffement climatique mais n'utilisant que ces mots pour aller plus loin dans leur association de malfaiteurs, usant de complicité pour fermer les usines. La supercherie des plans de transition juste financés par notre argent public, vendant un greenwashing avec, comme seule issue, la destruction d'entreprises sans avoir pensé à développer d'autres industries non polluantes soutenant de fait le même niveau d'emplois de qualité se retrouvant dans notre modèle social. Des emplois reconnus en termes de classifications, de qualifications et de salaires ne plongeant pas les salariés dans la misère des emplois précaires.

Quand nous parlons de transition énergétique, à la CGT, nous confirmons que brûler du pétrole dans les moteurs est un gâchis monumental et un non-sens environnemental mais ce carburant est aussi en réponse au besoin énorme de mobilité de la population qui, ne l'oublions pas, en paie le prix fort. Tant que ce carburant, ce pétrole, qui part en fumée et qui pollue, ne sera pas remplacé par une énergie de substitution, il ne sera pas envisageable d'en demander la suppression.

Stopper le raffinage sur le territoire au seul prétexte que cette énergie fossile et polluante reviendrait à valider l'importation venant de pays où la réglementation environnementale n'existe pas ou n'est pas une priorité, avoir comme objectif à long ou moyen terme que le pétrole ne soit plus utilisé comme mix énergétique mais seulement en tant que matière première, indispensable à l'industrie, nécessite d'avantage le développement et le maintien de l'industrie pétrochimique et chimique en France, qui est également très largement sous-capacitaire au vu des besoins.

Aujourd'hui ce qui est sûr c'est que la voiture électrique n'est pas à la portée de tous et des retours d'enquêtes sur la difficulté de recyclage commence à voir le jour et nous

ne parlerons pas des conditions sociales et de travail de l'extraction minière de lithium pour la fabrication des batteries électriques.

Que dire de la fermeture de Ferropem en Savoie, 1^{er} fabricant de silicium au monde, considéré comme matière critique et hautement stratégique pour toute l'industrie française, utilisé dans les télécommunications, les composants électroniques, le bâtiment, la chimie, les batteries électriques etc. La seule chose que ce gouvernement a su nous répondre c'est qu'il ne pouvait rien n'y faire.

Les Camarades de Michelin, qui sont présents aujourd'hui, sont suspendus à des annonces dramatiques de fermetures de sites qui devraient être faites dans le dernier trimestre, certainement après les JO pour ne pas ternir l'image de cette entreprise qui passe pour l'usine française du dialogue social. Quand cette entreprise affichait un effectif de 50 000 salariés en France, dans les années 83/84 et qu'on se retrouve à moins de 15 000 et peut-être moins de 10 000, fin 2024, dont 8 000 cadres ingénieurs et techniciens, on peut aussi se demander que font les politiques sur cette destruction massive d'emplois. Cette entreprise du CAC 40 qui perçoit des millions d'euros d'aides publiques et fiscales, qui annonce, totalement décomplexée, distribuer 74 % du bénéfice net aux parasites que sont les actionnaires, ne fabrique plus aucun pneu tourisme de milieu de gamme sur le territoire français. Pourtant nos voitures roulent bien toujours avec des pneus non, nous ne sommes tout de même pas revenus à la roue en bois ?

Cette entreprise, comme beaucoup d'autres, au-delà des choix d'évasion industrielle pour un objectif de rentabilité financière, n'oublie pas de sanctionner, de réprimer, de licencier et même de violer l'intimité des salariés par la mise en place de caméras dissimulées dans des détecteurs de fumées.

Que dire des industries de santé, quand nous entendons plus souvent parler de ruptures de médicaments que d'avancées thérapeutiques, quand on se demande comment se faire soigner car il n'y a plus de médecins, quand la seule chose qui intéresse ces industriels de la santé, c'est de savoir ce que la Sécurité sociale va leur reverser, sans aucune responsabilité et volonté de service aux patients.

Les Camarades de Sanofi qui sont présents aujourd'hui sont victimes depuis plus de 10 ans de plans de suppressions d'emplois avec l'objectif de faire toujours plus de profits qui est devenu la seule raison d'exister de leur direction d'entreprise.

Nous avons aussi les Camarades d'Adisséo qui sont venus depuis leur auvergne profonde et qui, depuis le 31 janvier 2024, sont en lutte et résistent à un PSE destructeur d'emplois, de perte de production et de savoir-faire. Tous les Camarades pourront s'exprimer sur leur périmètre et apporteront leurs analyses dans le détail qui confirmeront que tous ces choix d'industriels convergent vers le profit, la rentabilité financière à tout prix.

Après ces quelques exemples qui sont une infime partie du désastre social que cette situation nous impose, je suis obligé de rappeler que ces incapables du gouvernement et son président en tête, ceux qui nous saoulent à longueurs de journées avec le climat, le réchauffement climatique et ses conséquences, qui sont réelles et sérieuses, font de par leurs choix et incompetence, venir ces produits de l'autre côté du globe sur des porte-containers qui, en un seul passage, polluent plus que 10/20/30 usines sur une année complète.

Une bonne fois pour toute, mes Camarades, le capitalisme vert ça n'existe pas. La seule couleur et odeur que le patronat capitaliste perçoit ou ressent c'est le fric, un point c'est tout. La preuve, il est d'accord pour s'occuper de l'environnement si tu lui permets de polluer sans payer avec des quotas gratuits de CO₂ qui font déjà débat sur le maintien de certaines activités si ces quotas venaient à disparaître. Ce patronat est d'accord pour l'environnement si tu lui offres une dérogation à l'utilisation de matières dangereuses mais qui lui rapporte une rentabilité à deux chiffres.

Il se fout de savoir s'il pollue, s'il tue la nature, les femmes, les enfants et les hommes du moment que ça lui rapporte.

La différence c'est que si tu ne l'autorises plus à continuer d'agir de la sorte, son côté écolo lui dit qu'il va répondre à notre demande et que pour cela il est dans l'obligation de délocaliser sa production vers des pays où les droits du travail sont moindres, où les normes environnementales sont inexistantes et qu'il va pouvoir continuer de s'en mettre plein les poches. Pourtant aucune frontière climatique n'existe et nous avons chaque jour en boucle, dans les médias du capital, une information qui ne fait que parler du réchauffement climatique et de ses conséquences.

Nous devons exiger de ce gouvernement ou plutôt du prochain que la réindustrialisation et la souveraineté industrielle commencent par imposer le maintien de l'industrie existante en obligeant les employeurs à faire tous les investissements pour que nos usines soient en phase avec la transition environnementale exigée, tout en conservant des emplois de qualité en corrélation avec notre modèle social.

Pour ceux qui sont des grands secteurs de l'énergie, de la santé, de l'éducation, entre autres, nous devons imposer la nationalisation sous contrôle des salariés.

Si nous avons décidé de nous rassembler ici devant ce ministère c'est aussi pour être vus et médiatisés afin de porter à la connaissance des citoyens de ce pays que Macron et son gouvernement sont en train de détruire l'industrie du pays sans que cela suscite la moindre alerte dans les médias du capital.

Dans la chimie, le pétrole, le caoutchouc, la plasturgie, l'industrie pharmaceutique, les laboratoires, la fabrication à façon, nous avons perdu plus de 40 000 emplois directs ce qui représente au niveau des emplois induits plus de 200 000 emplois.

Quand nous parlons des emplois directs et induits nous ne devons pas oublier les familles car c'est toute la société qui est concernée et bien souvent dans ses plans anti-sociaux, ce sont ces dernières qui explosent. Nous parlons toujours des pertes économiques, des pertes de services publics et les infrastructures qui vont avec mais nous oublions trop souvent les dégâts que cela occasionne sur les familles avec des divorces, des drames humains et qui dramatiquement se terminent parfois par le suicide.

Un pays sans industrie est un pays qui se meurt et ne pas faire de l'emploi industriel une priorité au lieu de faire la chasse aux chômeurs avec l'ignoble loi d'assurance chômage est une fois de plus une réponse du gouvernement des riches au service des riches où la seule préoccupation est de répondre à l'accompagnement de tous ces plan anti-sociaux.

Sans industrie, sans création de richesses un pays ne peut pas vivre seulement de services et encore moins de services publics de qualité.

C'est vrai au niveau mondial mais aussi en France. Le CAC 40 atteint des records à près de 8 000 points, les fortunes des milliardaires sont vertigineuses. L'argent est bien là, mais il est volé par une classe parasitaire à un niveau jamais connu. Les dividendes augmentent de 40% entre 2021 et 2023 alors que le pouvoir d'achat baisse de 2 % sur la même période, et que 17,3 % des salariés sont au Smic en 2023, soit 3,1 millions de salariés.

En deux décennies, la part de l'industrie dans le PIB est passée de 19 % à moins de 9 %, une chute de 10 points en 20 ans. Sur la même période, ce sont 1 million d'emplois directs perdus en France dans l'industrie (-2,2 millions en 40 ans selon l'Insee).

Pourtant, en 2024, les dividendes versés (pour l'exercice 2023) par les entreprises du CAC 40 des branches de la FNIC-CGT représentent près de 20 milliards d'euros, soit environ 21 % des dividendes de l'enveloppe globale du CAC 40 qui est de 97.1 milliards.

L'industrie est donc un secteur qui économiquement se porte bien, alors même que la France se désindustrialise depuis 40 longues années. Cette casse industrielle emporte avec elle nos sites, nos emplois directs et indirects, ne laissant derrière elle que friches, misère et chômage.

J'attire votre attention mes Camarades sur l'importance des mots utilisés car nous ne sommes pas opposés à la véritable transition énergétique quand celle-ci est construite dans la nécessité de maintenir l'entièreté des emplois de bonne qualité en mettant tout en place pour garantir l'environnement et répondre aux enjeux climatiques.

Mais force est de constater que ces termes dans la bouche du gouvernement complice de cette casse industrielle, car le président des riches ne fait que des annonces qui

finissent toujours dans les poches du patronat puisque transition rime avec pollution donc destruction. Des destructions par la mise en place de PSE, il faudra un jour m'expliquer où est la sauvegarde de l'emploi dans ces destructions massives d'emplois directs et induits.

Des effets d'annonces du gouvernement et une volonté des entreprises à faire financer leurs délocalisations par les aides publiques car combien d'entre-elles ont bénéficié de 258 milliards d'euros pour financer ces PSE ?

Notre grand Camarade Henri Krasucki disait souvent en voyant les mauvais choix des politiques au sujet de l'industrie « ils veulent faire de la France le bronze cul de l'Europe » malgré la beauté de notre pays le tourisme ne fera pas vivre tout le monde et c'est encore plus vrai depuis la crise covid, vous vous rappelez l'enfermement, la privation de liberté et attention un mensonge peut en cacher un autre. Les emplois précaires, les salaires en-dessous de tout dans l'hôtellerie et dans la restauration débouchant sur une prise de conscience de ces salariés qui ne veulent plus y retourner.

Nos emplois industriels qui, pendant cette période, étaient devenus une activité indispensable à la nation, sont aujourd'hui jetés à la poubelle comme des kleenex.

La souveraineté industrielle, n'est pas la réponse à la rentabilité exigée par le patronat et ses parasites d'actionnaires mais une vision progressiste de socialisation des moyens de production, pour maintenir des emplois industriels de qualité afin de garantir le choix d'une société répondant aux besoins de la population.

Imposons la nationalisation sous contrôle des salariés, imposons la réappropriation des moyens de productions car ce n'est pas cette classe dirigeante et encore moins les parasites que sont les actionnaires qui font prospérer les usines, bien au contraire, ce sont eux qui nous les mettent en danger.

Notre plan de bataille, Camarades, pas une boîte, pas une entreprise ne doit céder aux chantages et aux négociations des plan antisociaux sans avoir décidé de la grève et d'aller en débattre avec les syndiqués et les salariés.

N'invertissons pas les rôles, entre un salarié qui va regarder sa situation personnelle avant d'avoir regardé la situation collective imposant responsabilité pour l'avenir des futures générations. Trop souvent les salariés attendent la négociation avec les sirènes des indemnités de licenciement et des supra légales.

On appelle à la grève pour réunir les salariés afin de leur proposer notre plan de bataille.

La seule envie qui doit nous animer est la défense de l'emploi nous donnant l'obligation de laisser un héritage aux futures générations comme les anciens l'ont fait pour nous.

Face à une attaque sans précédent du capital sur nos vies, nous avons l'obligation d'apporter une réponse collective. Camarades, chaque usine qui disparaît c'est un bout de nous-mêmes que l'on arrache. Si on laisse la classe ouvrière se faire démanteler bout par bout sans que nous ne donnions une réponse par une lutte collective et offensive, nous nous ferons alors faucher les uns après les autres de la même manière que le paysan fauche le blé.

Camarades, pour la lutte, la FNIC-CGT n'est pas derrière ses syndicats elle est avec eux.

*Quand ils ont fermé Exxon à Gravenchon,
je n'ai rien dit.*

Je ne suis si Normand, ni ouvrier Exxon.

*Quand ils ont fermé Adisséo à Commentry,
je n'ai rien dit.*

Je ne suis ni Auvergnat ni ouvrier à Adisséo.

*Quand ils ont fermé la recherche Sanofi,
je n'ai rien dit.*

Je ne suis ni chercheur, ni salarié Sanofi.

*Quand ils ont voulu fermer mon usine,
il n'y avait plus personne pour dire quoi que ce soit.
L'usine fut détruite dans un chaos silencieux...*

Serge ALLEGRE

Secrétaire générale de la FNIC CGT